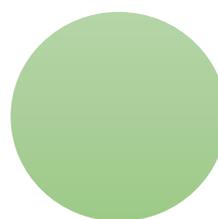
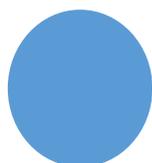
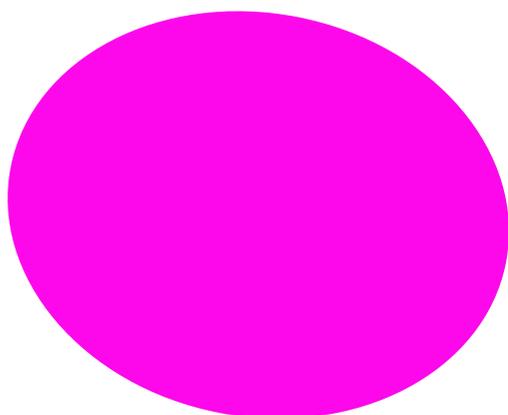


## Note de Politique : Le rôle des médias dans la promotion de la santé sexuelle et les droits y afférant au Burundi



**Préparée par:**

Dr Jean-Marie Blaise MIGABO, Consultant

Olivier MAKAMBIRA, Share-Net Burundi

Armel UWIKUNZE, Share-Net Burundi

## CONTENU

|  |   |
|--|---|
| 0. Introduction .....  | 3 |
| I. Quels médias ont-ils un programme DSSR ?.....                     | 3 |
| Fig 1 : Production des contenus SDSR .....                           | 3 |
| Fig 2 : Médias ayant un programme spécifique DSSR au Burundi .....   | 3 |
| a. A quelle fréquence les questions DSSR sont-elles traitées ? ..... | 4 |
| b. Environnement de travail des médias en DSSR au Burundi .....      | 4 |
| II. Contexte politico-légal du pays, .....                           | 4 |
| a. Formation .....   | 5 |
| b. Accès aux sources et collaboration.....                           | 5 |
| III. Histoire de succès : Amagara n-ikindi.....                      | 6 |
| IV. Conclusion et suggestions .....                                  | 6 |
| V. Recommandations.....  | 7 |



les droits sexuels et reproductifs en particulier au Burundi.

## 0. Introduction

Les médias, moyen de distribution, de diffusion ou de communication interpersonnelle, de masse ou de groupe, d'œuvres, de documents, ou de messages écrits, visuels, sonores ou audiovisuels (comme la radio, la télévision, le cinéma, Internet, la presse, les télécommunications, etc.) jouent un important rôle dans la vie de tous les jours que ce soit pour divertir, éduquer, informer et/ou influencer. Concernant les recherches menées dans des pays en développement comme le Burundi, la couverture médiatique, à côté d'autres retombées positives sur le développement, peut également renforcer la demande de recyclage des compétences, ce qui représente un facteur essentiel pour les succès à venir. Le rôle des médias dans la promotion de l'amélioration des soins de santé ne se limite pas aux relations publiques. Il est tout aussi important que le public s'implique dans les débats sur la conception et la mise en œuvre des systèmes de santé solides.

Les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) étant un concept qui intègre l'éventail complet des besoins individuels et prend en compte des services encore trop souvent négligés<sup>1</sup>, il est très important de savoir quel rôle est joué par les médias burundais dans l'avancement d'un tel concept ou encore ce

qui manque et ce qui devrait être fait pour favoriser la promotion des DSSR au Burundi à travers les médias. C'est dans l'optique de cette vision que des efforts considérables ont déjà été faits par la plateforme de connaissances Share-Net Burundi, notamment la mise en place d'une communauté de pratique nationale des médias constituée de 15 médias travaillant sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Ce document est préparé pour présenter ce qui est disponible au Burundi et comment façonner le rôle de ceux qui sont engagés dans la promotion des meilleures pratiques, le partage des expériences et l'influence des politiques pour améliorer les droits de l'homme et la santé et

## I. Quels médias ont-ils un programme DSSR ?

Sur les 21 médias consultés, 7 ont au moins un programme spécifique traitant des questions de santé sexuelle et reproductive incluant les DSSR. Il s'agit des radios CCIB FM+ et Isanganiro qui ont une émission hebdomadaire dédiée à la SSR pour CCIB et deux hebdomadaires pour Isanganiro, de la radio communautaire Ijwi ry'umukenyenzi qui traite exclusivement des questions liées à l'autonomisation de la femme y compris les DSSR, du Magazine Zen Planet dédié aussi exclusivement à la SSR et des plateformes en ligne Yaga Burundi, Jimbere Magazine et Akeza.Net.

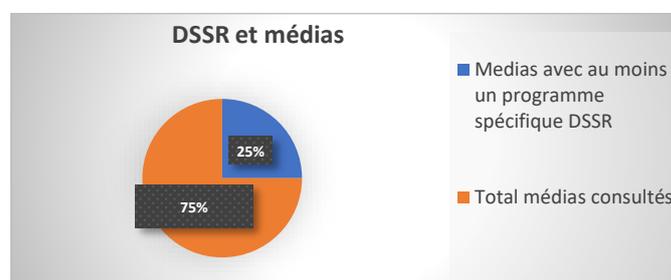


Fig 1 : Production des contenus SSSR

Fig 2 : Médias ayant un programme spécifique DSSR au Burundi

| Médium                     | Nom de l'émission/rubrique   |
|----------------------------|--|
| <b>CCIB FM+</b>            | Tubiyage   |
| <b>Ijwi ry'umukenyenzi</b> | Exclusivement dédiée aux sujets ayant trait aux droits et à l'autonomisation de la femme |
| <b>Zen Planet Magazine</b> | Exclusivement dédié aux sujets de SSR  |
| <b>Yaga Burundi</b>        | -Parlons-en<br>-Carré Rouge<br>-YU Know<br>-#UbufashaKwIrongoka<br>-#Ndafisijambo        |

<sup>1</sup> DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS (DSSR), Solthis, 2018



|                         |                            |
|-------------------------|----------------------------|
| <b>Jimbere Magazine</b> | Programme SSR: #ubuzima    |
| <b>Akeza.Net.</b>       | Passeport Santé            |
| <b>Isanganiro</b>       | Nziki?<br>-Tuyage Urukundo |

## b. Environnement de travail des médias en DSSR au Burundi

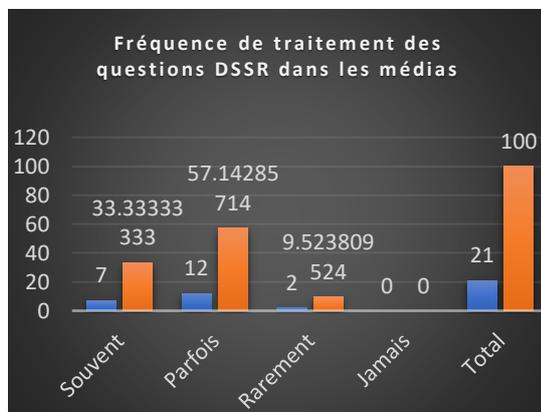
Devant les questions relatives aux droits sexuels et santé de la reproduction, le climat médiatique burundais est plombé par divers défis « quotidiens » auxquels les médias font aussi face même pour d'autres sujets. Mais ici, le poids de la culture, de la religion et des restrictions législatives pèse beaucoup plus que les autres.

Ces défis pourraient être subdivisés ou expliqués en trois principales catégories:

Ces 7 médias traitent de façon ponctuelle les questions liées aux droits et santé sexuels et reproductifs.

Les autres 14 médias ont pour la plupart des émissions traitant des questions de santé de façon générale et incluent des questions ayant trait aux DSSR dans leurs productions.

### a. A quelle fréquence les questions DSSR sont-elles traitées ?



Parmi les 21 médias consultés, 33,3% traitent souvent des questions liées aux droits et santé sexuels et reproductifs et sont constitués par les médias ayant un programme spécifique DSSR. 12 autres médias, 57,14%, traitent parfois de ces questions, ayant une section réservée à la santé de façon générale, des questions/sujets DSSR peuvent s'inviter un jour ou un autre.

Pour 2 autres médiums, les questions de DSSR sont abordées mais rarement. Ces questions sont parfois abordées comme dans d'autres médias ayant une émission/rubrique santé où des questions de DSSR peuvent s'inviter mais sont au fil du temps, peuvent aller decrescendo à cause des défis sur lesquels nous allons revenir dans le paragraphe suivant.

## II. Contexte politico-légal du pays,

Avec plus de trois décennies de guerre civile et d'instabilité politique, le Burundi a vu les médias devenir « complaisants » et s'abstenir d'aborder des questions sensibles, notamment celles en rapport avec les droits en matière de santé sexuelle et génésique.

De plus, le poids de la culture, de la religion et d'autres tabous liés à la sexualité jouent un rôle clé en ne permettant pas de faire avancer l'Education à la Sexualité par exemple dans les médias.<sup>2</sup> « *Du fait que dans notre médium, il y a des parts d'une église, je ne me permets pas de traiter de tous les sujets DSSR comme je le voudrais, je me fixe des limites* », c un journaliste couvert d'anonymat.

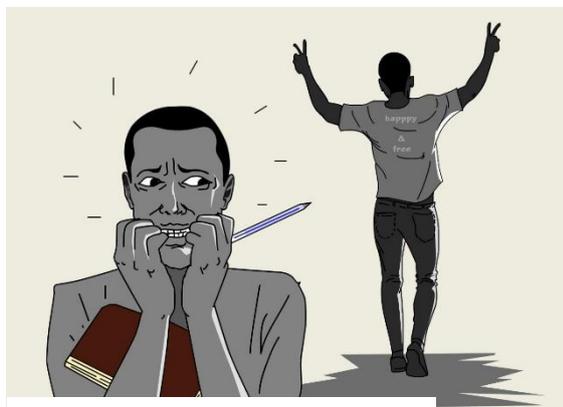
Il y a donc une forme d'autocensure dans le traitement des sujets. Aussi, les pouvoirs ont tendance à devenir plus regardant quand l'on traite des questions liées à la sexualité, notion longtemps considérée comme tabou. Cela fait qu'entre journalistes et autorités, règne parfois un climat de défiance, les uns semblant contrôler les limites des autres, les autres travaillant dans les limites de ce qui peut être « toléré ».

Tout ceci conduit à la prudence dans le milieu journalistique burundais dont les professionnels oscillent entre liberté et le politiquement correct. Ceci est vrai pour des questions de politique ou de

<sup>2</sup> MSTs: Maladies Sexuellement Transmissibles y compris le VIH/SIDA

société ainsi que les questions ayant trait aux DSSR, les médias qui en parlent étant parfois étiquetés comme voulant avancer une cause étrangère.

»



©Share-Net Burundi/Migabo

#### a. Formation

Au Burundi, il y a un manque criant de nouvelles connaissances concernant les DSSR étant donné qu'il n'y a pas encore une institution de formation spécialisée dans cette thématique ou même d'autres thématiques autres transversales comme le genre ou l'autonomisation de la femme.

Dans la plupart des médias opérant au Burundi, un grand nombre de journalistes avouent ne pas avoir une compréhension large des DSSR et se retrouvent ainsi limités dans leurs moyens de communiquer et sur les stratégies à adopter pour aborder des sujets considérés comme tabou :

- Les DSSR sont un concept plus ou moins nouveau qui donc ne faisait pas partie du curricula scolaire quand ils étaient encore au banc de l'école et donc reste mal compris.
- Les manuels scolaires développés et documents disponibles parlant de DSSR qui leur permettraient de s'auto-former sont parfois écrits dans un langage difficile pour favoriser et leur faciliter la traduction en messages/informations clairs à leur audience.
- Même ceux qui ont fait les sciences liées à la santé dans leur cursus de formation se retrouvent rattrapés par le peu de moyens dont disposent leurs médias : souvent peu

de personnel, ce qui rend difficile le concept de « journalistes spécialisés » d'un domaine quelconque car souvent sollicité ailleurs

- Ce sont encore les moyens, pas suffisants pour la plupart des médias burundais, qui vont influencer dans la priorisation des sujets : les sujets DSSR se retrouvant négligés voire sacrifiés aux dépens d'un autre sujet jugé plus prioritaire, souvent politique ou de gouvernance : journalistes ou le temps de l'antenne/colonnes qui devraient se consacrer aux sujets DSSR dépêchés/ réservé pour autre chose.

#### b. Accès aux sources et collaboration

Un journalisme professionnel se doit d'avoir des sources fiables et crédibles. Par cela, il faut entendre sources de première main (personnes ressources avec qui un journaliste interagit, ou des documents officiels consultés) et des sources de seconde main (obtenue par l'intermédiaire d'un autre).

C'est donc souvent cette source de première main qui fait défaut :

- Les spécialistes de cette matière, DSSR, ne courent pas les rues du Burundi, ce qui en fait une denrée rare pour les médias qui se retrouvent à faire intervenir les mêmes personnes au risque de porter un coup à la diversité des sources chère au professionnalisme médiatique.
- Ceux qui sont disponibles sont parfois friands quant à partager leurs expertises. Y en a même qui demandent à être payés avant d'intervenir, ce qui porte un coup au travail des médias avec le peu de moyens à leur disposition ;
- Les médias manquent parfois de cadre de collaboration surtout pour les questions liées à la sexualité. Un journaliste ira dans son coin et fera son émission/rubrique comme il/elle la conçoit alors qu'avec un cadre de collaboration/échanges, les productions pourraient être plus enrichies et fouillées.



- L'autre collaboration qui fait défaut est celle entre pouvoir publics, institutions et autres organes spécialisés avec les médias. Le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida à travers le programme National de Santé de la Reproduction devrait collaborer beaucoup plus avec les médias pour disséminer les connaissances déjà disponibles en matière des droits sexuels et santé reproductive et les thématiques transversales notamment l'égalité du genre.

### III. Histoire de succès : Amagara n-ikindi

Située au Nord de Bujumbura, Capitale économique du Burundi, la radio Colombe FM, une radio des jeunes, produit un contenu médiatique sur la santé en général et parfois santé sexuelle et de la reproduction. Cette émission passe sur les ondes de cette radio tous les vendredis de 15.30-16.00 et les dimanches de 10H00-10H30. A travers cette émission Amagara n-ikindi, des questions sensibles non évoquées parfois au niveau des communautés notamment celles liées à la santé sexuelle et reproductive incluant parfois des questions de droits sont discutées en direct suscitant ainsi un intérêt des auditeurs à suivre. L'audience peut même appeler pour poser des questions ou donner des suggestions en fonction des thèmes débattus. C'est donc au travers de ces émissions qui traitaient des défis de SSR rencontrés par les jeunes des quartiers Nord de Bujumbura que l'entourage a eu écho de ce qui se passait dans leur quartier et ont décidé d'agir en conséquence.

Selon Christian Zinga, journaliste animateur de cette émission : « *Dans chaque émission, les jeunes et les adultes échangent et trouvent des solutions sur des questions SSR et à travers **Rwaruka Girijambo**, la radio donne la parole aux jeunes afin de s'exprimer. Récemment par exemple, j'ai traité une question très délicate liée à la prostitution des jeunes et j'ai invité un grand panel : des parents qui ont témoigné comment leurs enfants prenaient la drogue et un prestataire de santé du centre Ami des jeunes a évoqué la question de la disponibilité des services de santé sexuelle aux jeunes et enfin un psychologue spécialiste dans l'éducation qui*

*donnait des orientations sur l'éducation à la sexualité responsable et deux jeunes qui ont eu des infections sexuellement transmissibles*». Il ajoute aussi que cette émission a été suivie d'après les feedbacks des auditeurs

Comme résultant obtenu : grâce à ces sujets traités sur la radio, des autorités locales, chef de quartiers et de ménages se sont levées ensemble pour organiser des réunions afin de chercher une issue aux défis évoqués. Des réunions régulières se tiennent, au cours desquelles des conseils et autres avis de conduite sont formulés à l'endroit des plus jeunes. L'autre point à souligner est que ce soit au cours de ces réunions ou pas, des gens des quartiers Nord appellent ou contactent ceux qui animent l'émission santé pour lui proposer des sujets, en conformité avec ce qu'ils voient dans l'entourage, ayant vu qu'en parler amène un impact dans la communauté.

### IV. Conclusion et suggestions

Malgré une volonté manifeste de parler des questions ayant trait aux droits et santé sexuels et reproductifs, au Burundi, les médias restent très méfiants à cause de sa sensibilité. Et peu de médias y consacrent un temps et des investissements suffisants jusque-là pour servir les communautés mal desservies en termes d'informations sûres et nouvelles connaissances sur les droits sexuels et santé de la reproduction.

De ce manque de moyens, il peut surgir une opportunité pour faire avancer les DSSR. Cela passerait entre autres par la mise en place de ce qui est communément appelé *Incentives*, une sorte de prime qui serait donnée aux journalistes qui traitent des questions DSSR. Mais si pas pris avec un certain recul, c'est un couteau à double tranchant, avec le risque de voir des journalistes traiter de ces sujets en abondance avec comme seule motivation la rémunération des primes à la clé, sans aller en profondeur.

Mais il y a une grande opportunité à parler des questions de droits et santé sexuels et reproductifs, surtout que les productions qui sont faites rencontrent un succès et un intérêt dans le public, en témoigne l'histoire de succès racontée plus haut.

Autre remarque de taille, presque tous les médias, traitent plus de la santé sexuelle et reproductive que des droits et santé sexuelle et reproductive, le mot droit étant d'ailleurs absent des manuels officiels du programme national de la santé et de la reproduction PNSR.

## V. Recommandations

- Une formation continue des journalistes sur des questions de DSSR s'avère plus que nécessaire pour qu'ils puissent nager en eaux connues
- Création d'un pool de journalistes spécialisés en DSSR et qui à la longue peuvent même devenir des experts et les engager à travers la production des contenus publiables à l'échelle même régional.
- Renforcer leur intérêt et celui des médias pour le traitement des sujets DSSR à travers par exemple des prix ou subventions compétitifs pour les productions médiatiques excellentes sur les DSSR et offrent plus de place aux sujets DSSR dans leurs antennes/colonnes
- Renforcer la capacité des hommes et des femmes des médias à savoir mieux interpréter les résultats des recherches en DSSR et les traduire en productions plus digestes
- Renforcer les capacités des chercheurs/experts à communiquer les résultats de leurs travaux et leur inciter à se disponibiliser pour partager leurs connaissances, les inculquer le sens de la redevabilité sociale
- Organiser et renforcer des cadres d'échanges entre journalistes et chercheurs pour assainir et maintenir une collaboration étroite
- Créer/renforcer des cadres d'échanges entre médias, pouvoir publics et institutions spécialisées dans les connaissances par des rendez-vous réguliers et/ou des mémorandums de collaboration pour une bonne circulation et communication des connaissances
- Assainir le climat de confiance entre autorités et médias pour qu'ils agissent

comme partenaires avec un agenda commun

- Rappeler sinon défendre ou promouvoir encore plus le professionnalisme dans les médias et leurs professionnels sur des questions DSSR comme pour les autres : sources diversifiées d'information (interview de personnes affectées par diverses questions liées aux DSSR, parole d'experts, de médecins, chercheurs, décideurs politiques et/ou universitaires,...)
- Intégration des journalistes burundais dans des réseaux régionaux et internationaux pour des échanges/partages d'expériences
- Aux pouvoirs publics, pour plus d'investissement dans les médias car partenaires du développement. Par exemple dans le fonds de soutien aux médias, qu'il soit prévu une part conséquente et spécifiée réservée aux médias pour le traitement des sujets DSSR.

### CONTACTS

Share-Net Burundi, Boulevard de l'Uprona 33

E : [info@sharenetbdi.com](mailto:info@sharenetbdi.com)

T1: (+257) 22 280 250

T2 : (+257) 69 103 000